



# GT Processus de contrôle

## RAPPORT

18.06.2018

<b>CONVENORS</b>	Jeroen Sarrazyn (AGD&A) & Dirk Aerts (Agoria, Customs4trade)
<b>SECRÉTAIRE</b>	Jeroen Sarrazyn (rapport)
<b>PRÉSENTS</b>	Bart Keersmaekers, NAVES (CMA CGM) Dirk Aerts, AGORIA (C4T) Fons Uyttendaele, BCA (UPS) Ann De Vriese, UPS Jan Van Wesemael, Voka (Alfaport) Jeroen Sarrazyn, AGD&A (Région Gand) Johan Geerts, CRSNP (SA Intris) Kim Van de Perre, ASV/NAVES (MSC) Kristin Van Kesteren-Stefan, Autorité portuaire d'Anvers Nicolas Wengler-Mathieu, Région Liège Pascal De Weser, Gestion des risques Kjell Jamin, Agoria (Mazda) Laurent Moyersoer, Alfaport-Voka (Nxtport) Richard Jansegers, ASV/NAVES (OOCL) Tim Verdijck, ICC (PwC) Wesley De Visscher, FEB William Sluys, Région Bruxelles Pascal Fias, AGD&A-CNECDA Jonathan Friedman, AGD&A-CNECDA Mieke Verpoorten, AGD&A
<b>EXCUSÉS</b>	Abram Op de Beeck, Essenscia (BASF) Alain De Heldt, ACB (Geodis) Annemie Peeters, Autorité portuaire d'Anvers Claude Seynhaeve, AGORIA & Voka – Flandre occidentale (Bekaert) Gert Verboven, Région Hasselt Griet Mahieu, AGD&A Hilde Bruggeman, ASV/NAVES Ilker Aydin, Politique générale – Régie CNI Ilse Eelen, Région Anvers Jean Baeten, FEB Jessy van Aert, Essenscia (Evonik) Johan Peeters, CEB (Herfurth) Kristien Cartuyvels, Service Législation non fiscale Luc Lammertyn, Fedustria (Sioen) Rudi Lodewijks, Région Hasselt Sidonie Descheemaeker, ICC (Van Bael & Bellis) Sophany Ramaen, secrétariat du Forum National Steven Michiels, Voka – Flandre occidentale (ICO) Sylvie Groeninck, Fedustria Luc Verhaeghe, AGD&A

**Point 1 à l'ordre du jour :** Passage en revue du tableau de suivi

**SBA :** Monsieur Didier Dubois est le chef de projet. Une note et une instruction de travail paraîtraient durant l'été 2018. Le groupe de travail européen est quelque peu paralysé, mais les projets pilotes belges sont instructifs et démontrent leur utilité. Sur la base de l'input, la Commission UE évaluera le lancement éventuel d'un projet pilote européen.

Les contrôles à l'exportation ne sont pas développés au niveau européen, mais l'AGD&A souhaite tout de même accélérer le pas ici en Belgique. La concertation avec les services de sélection (SEDA) est prévue.

La concertation avec les services régionaux des autorisations aura également lieu.

**VISIGIP :** Les problèmes relatifs à la protection de la vie privée sont traités. Il faut maintenant encore définir quelles données seront fournies via Nxtport.

**Point 2 à l'ordre du jour :** Présentation de Megaports

Présentation par monsieur Jonathan Friedman, coordinateur de l'initiative Megaport. Les Megaports sont des scanners pour la détection de matériaux nucléaires. Vous trouverez la présentation sur le site web du Forum national.

Lors des discussions, il a été souligné que les procédures successives sont très importantes (comment supprimer, comment clôturer le terminal, ...). Les informations des Megaports peuvent également être utilisées dans l'approche de sécurité et de contrôle commune et intégrée. La combinaison des différentes données livre des données utiles pour l'analyse. La vision d'avenir est 100 % de scanning, ce qui est réalisable dans cette matière. C'est pourquoi, les Megaports sont également repris dans l'étude de faisabilité pour 100 % de scanning.

À l'origine, le financement était en tant que « cost sharing » avec les États-Unis, maintenant, il s'agit principalement d'un projet belge avec soutien et conseil provenant des USA.

NOUVEAUX POINTS D'ACTION (À FORMULER DE MANIÈRE CLAIRE ET SPÉCIFIQUE !)	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
Suivi du déploiement Megaports	Groupe de travail	Continu

**Point 3 à l'ordre du jour :** Discussion de l'enquête clients relative à l'organisation des contrôles

Sur la base des résultats de l'enquête clients et de la discussion, le GT arrive aux conclusions suivantes :

- Les procédures et les contrôles doivent être harmonisés. L'uniformité entre les différents bureaux est trop faible, de ce fait, le « *level playing field* » est compromis ;
- Le manque de personnel est général et entraîne de longs délais d'attente et des frais pour les entreprises. Ainsi par exemple, le PIF RG est systématiquement en sous-effectif, ce qui entraîne d'importants retards ;
- Des étapes sont sautées dans le processus de contrôle ;
- Si d'autres services publics (p. ex. autorisations) doivent être impliqués, le traitement dure trop longtemps ;
- Le délai d'attente pour une libération des marchandises est trop long et doit être raccourci.

Des recherches supplémentaires sont recommandées pour vérifier dans quelle mesure les problèmes locaux ont une grande influence sur l'évaluation générale.

NOUVEAUX POINTS D'ACTION (À FORMULER DE MANIÈRE CLAIRE ET SPÉCIFIQUE !)	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
Poursuite de l'analyse des résultats	Convenors	Septembre 2018
Contacteur les stakeholders pour les incidences dans le GT	Convenors	Août 2018

**Point 4 à l'ordre du jour :** Article 24 du Règlement délégué relatif à la notification préalable

Les entreprises OEA devraient en principe être informées que les marchandises sont sélectionnées pour un contrôle avant la présentation en douane. Travailler avec une déclaration de type D devrait répondre aux besoins des opérateurs. Lors de l'envoi de la déclaration, une mainlevée automatique suivra dans de nombreux cas. En cas de sélection, on peut opter pour utiliser un report de vérification.

Lors de la réunion du Comité de pilotage (également le 18 juin), il a été confirmé que des entreprises utilisent déjà maintenant les déclarations D. Les problèmes ICT seraient résolus.

NOUVEAUX POINTS D'ACTION (À FORMULER DE MANIÈRE CLAIRE ET SPÉCIFIQUE !)	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
Encouragement des opérateurs pour travailler via les déclarations de type D	Fédérations	Fin 2018
Suivi des expériences et limitations éventuelles	Convenors	Fin 2018

**La prochaine réunion aura lieu le 28 septembre à 10 h.**